



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210629-D212906-11-DE
Date de télétransmission : 07/07/2021
Date de réception préfecture : 07/07/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 29 JUIN 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 32 jusqu'au point n°8 – 31 du point n° 9 au point n°20.

Représentés : 3

Excusé : /

Absent : aucun jusqu'au point n°8 - 1 à partir du point n° 9

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-neuf juin à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT, M. FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES JUSQU'AU POINT N°8, LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME NAOUM-GHAZIEFF..... POUVOIR A M. DEBBI

M. SOUSA POUVOIR A M. RICCARDI

MME SICSIC POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD

EXCUSÉ : /

ABSENTE : C. LACARRIERE-FARGES A PARTIR DU POINT N°9

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D212906-11

Organisation du temps de travail à compter du 1^{er} janvier 2022.

N°D212906-11

OBJET : ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2022.

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

I) LE CADRE REGLEMENTAIRE ET LA SITUATION ACTUELLE

Dans un rapport publié en octobre 2015, la Cour des Comptes relevait que de nombreuses collectivités locales ont une durée moyenne effective de travail inférieure à la durée règlementaire (1607 heures).

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle du travail de 1 607 heures pour un temps complet, imposée par la loi, est calculée comme suit :

	Temps de travail imposé par la loi
Nombre de jours annuels	365

Repos hebdomadaires (2 jours/semaine X 52 semaines)	104
Nombre de jours fériés (forfait)	8
Nombre de jours de congés annuels	25*
TOTAL de jours non travaillés/an	137
Total de jours travaillés/an (365-137)	228
Total de semaines travaillées/an (228.3/5)	45.6
Durée hebdomadaire de travail (en heures)	35

Nombre d'heures travaillées par an	1 607
45.6 semaines à 35 heures/semaine	1 596**
Journée de solidarité (7 heures)	7

*« Tout fonctionnaire territorial a droit, pour une année de services accomplis, à un congé d'une durée égale à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service » - article 1 du décret n° 85-1250 du 26/11/1985 ».

** Arrondis à 1600heures

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;

- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

La loi n° 2019-829 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique impose aux collectivités de délibérer dans l'année qui suit les dernières élections municipales, soit au plus tard au 18 mai 2021 pour un effet au 1^{er} janvier 2022, sur la mise en place des 1607 heures ainsi que sur la suppression des dispositions locales réduisant cette durée du travail effectif, la disparition des congés extralégaux et des autorisations d'absence non réglementaires.

L'organisation du temps de travail a fait l'objet de plusieurs délibérations au sein de la collectivité, dont les principales sont :

- **Une délibération du 26 novembre 2001** (D01261101 du 26/11/2001) qui met en œuvre le dispositif d'aménagement et de réduction du temps de travail, et approuvant le règlement interne relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail pour la ville de Chilly-Mazarin
→ **Définition de la durée annuelle temps de travail à 1 510.10 heures.**
- **Une délibération du 14 décembre 2005** (D05141409 du 14/12/2005) fixant la journée de solidarité, le jour de congé supplémentaire dit « de la fête du Printemps » et modifiant ainsi la durée annuelle du temps de travail
→ **Modification de la durée annuelle du temps de travail à 1 517.10 heures.**
- **Une délibération du 11 décembre 2006** (D061112-02 du 11/12/2002) qui met en œuvre le dispositif d'aménagement du temps de travail (modalités de fonctionnement des congés, compte épargne temps).
- **Une délibération du 19 octobre 2010** (D101910-08 du 19/10/2010) qui modifie le dispositif et les modalités d'application du compte épargne temps.

La durée annuelle du travail actuelle applicable aux agents municipaux (sauf assistants maternels) est donc de 1 517.10 heures calculée comme suit (sur une durée hebdomadaire de 35 heures/semaine) :

Nombre de jours annuels	365
Repos hebdomadaires (2 jours/semaine X 52 semaines)	104
Jours fériés fixes (ne tombant jamais le samedi ou le dimanche)	3
Jours fériés variables 8 X 5/7 (8 jours ayant 5 chances sur 7 de ne pas tomber un samedi ou un dimanche)	5.7
Nombre de jours de congés annuels	28
Nombre de jours supplémentaires	5.5
TOTAL de jours non travaillés/an	146.20
Total de jours travaillés/an (365-146.20)	218.8
Total de semaines travaillées/an (218.8/5)	43.76
Durée hebdomadaire de travail (en heures)	35
Heures de convenances (14h 30 minutes)	14h30
Nombre d'heures travaillées par an incluant la journée de solidarité	1 517.1
43.76 semaines à 35 heures/semaine	1531.60
14 heures 30 minutes de convenance	14.50

Pour information :

Sont déduits :	<ul style="list-style-type: none">- Les repos hebdomadaires- Les congés annuels- Les jours fériés- Les jours de congés accordés collectivement- Les heures de convenance
Ne sont pas déduits :	<ul style="list-style-type: none">- Les autorisations spéciales d'absence- Les congés maladie- Les jours de fractionnement- Les congés bonifiés

Ce calcul démontre qu'à Chilly-Mazarin malgré une durée effective de 35 heures par semaine, il manque encore 89 heures de travail, soit 12 jours et 5 heures ou encore 2 semaines, 2 jours et 5 heures.

II) LE CHANTIER DU TEMPS DE TRAVAIL

1) Les objectifs sont multiples :

- Répondre aux obligations légales de la loi du 6 août 2019 en adoptant en Conseil municipal dans l'année suivant le renouvellement des instances délibérantes une délibération permettant la mise en œuvre des 1607 heures au 1er janvier 2022.
- Faire un état des lieux précis des plannings en vigueur dans la collectivité, y compris pour les cadres, mesurer les écarts entre les règles posées il y a plus de 15 ans et les pratiques actuelles et saisir l'opportunité pour une remise à plat, dans un souci de transparence, d'équité.
- Poser un socle de règles communes, harmoniser, tout en s'adaptant aux particularités de chaque secteur.
- Réfléchir comment utiliser au mieux les 89 heures manquantes, pour les agents (formation, projet municipal, réunions collectives...) et la mission de service public : accueil du public...
- Dialoguer et concerter avec les Organisations syndicales et les agents pour trouver ensemble les meilleures solutions.

2) Les étapes et le calendrier du chantier sur le temps de travail



Etape 1 : Recensement des plannings de travail des services et des propositions des chefs/directeurs de service



Etape 2 : Information des agents et questionnaire aux agents (avec la fiche de paie) + point d'avancement au Comité technique (2 avril)



Etape 3 : Consultation des responsables hiérarchiques pour identification des plannings particuliers existants à ce jour et point d'avancement à la réunion préparatoire du Comité Technique (25 mai)



Etape 4 : Groupe de travail avec les Organisations syndicales – Avis du comité technique du 18 juin – Adoption d'une délibération cadre au Conseil Municipal du 28 juin



Etape 5 : Nouvelle consultation des responsables hiérarchiques pour finalisation des scénarii et concertation des équipes



Etape 6 : Elaboration du règlement du temps de travail en concertation avec les Organisations syndicales - Avis du Comité Technique et délibération finale du Conseil Municipal du 8 novembre

3) Les premières conclusions

- 178 agents ont retourné le questionnaire soit 36,7 % des agents sur postes permanents ou en remplacement de fonctionnaires indisponibles ou en accroissement temporaire d'activité (485 agents en tout).
- 132 agents souhaiteraient augmenter le temps de travail et conserver le même nombre de jours de congés.
- Beaucoup souhaiteraient par ailleurs conserver une demi-journée vaquée dans la semaine (le mercredi après-midi pour les administratifs).
- La base de calcul règlementaire permettant d'atteindre les 1607 heures est ainsi utilisée pour déterminer les exemples de durées de travail pouvant être proposées incluant ou pas des journées de RTT qui pourraient venir compenser « les congés perdus » :

Durée hebdomadaire de travail	37 H	35 H
Nombre de jours de congés	25 jours	25 jours
Nombre de jours RTT pour un agent travaillant à temps complet	12 jours	Pas de jour

III) NOUVEAU TEMPS DE TRAVAIL AU 1^{er} JANVIER 2022

- 1) Dans un premier temps l'autorité territoriale propose de prendre une délibération cadre permettant de fixer les règles communes qui seront appliquées.

C'est ainsi qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, elle décide de porter le temps de travail hebdomadaire à 37 heures pour tous les agents sauf pour les contrats d'apprentissage et les stagiaires écoles qui resteront à 35 heures hebdomadaires sans A.R.T.T.

Les assistantes maternelles, les professeurs d'enseignement artistique et les assistants d'enseignement artistique ne sont pas concernés par ces dispositions.

- 2) Dans un second temps, le temps de travail pourra être organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail seront définis à l'intérieur du cycle, qui pourra varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel. Ce sont ces spécificités qui feront l'objet d'une seconde délibération au cours du dernier trimestre 2021.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectuera sur l'année, la durée annuelle de travail ne pourra pas excéder 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ce principe garantit une ~~égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global~~ sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents, selon la spécificité des missions exercées.

Le temps de travail pourra aussi être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

Temps de travail effectif

Le temps de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles (Article 2 du décret du 25 août 2000 modifié).

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1600 heures + 7 heures (journée de solidarité) soit 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées (Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié, loi n° 2004-626 du 30 juin 2004).

Le décompte des 1607 heures s'établit comme suit :

	Décret du 25 août 2000 modifié
Nombre de jours dans l'année	365
Repos hebdomadaire (52x2)	-104
Congés annuels	-25
Jours fériés	-8
Total des jours travaillés	228 jours
En heures (arrondi)	1600 heures
Journée de solidarité	7 heures
Total annuel	1607 heures

Les congés et jours RTT annuels

Dans le respect de la durée annuelle du travail, chaque agent titulaire bénéficie de :

- 25 jours de congés annuels correspondant à 5 fois la durée hebdomadaire de travail,
- Eventuellement de 2 jours de fractionnement (1 jour si 5, 6 ou 7 jours de congés annuels de l'année sont pris en dehors de la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre de l'année en cours et 2 jours si au moins 8 jours de congés annuels de l'année sont pris en dehors de la période allant du 1^{er} mai au 31 octobre de l'année en cours),
- Un nombre de jours de récupération du temps de travail (RTT) calculés en fonction du volume horaire hebdomadaire travaillé.

Après la concertation menée sur l'aménagement du temps de travail à Chilly-Mazarin, il a été décidé de maintenir le droit à congés au niveau du nombre de jours en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021. Les emplois du temps devront donc pouvoir dégager au moins 12 jours de RTT pour 37 heures de travail hebdomadaire.

Définition des cycles de travail et emplois du temps

Le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel (art. 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'Etat).

Règles concernant la durée hebdomadaire du travail

En tenant compte des heures supplémentaires, la durée de travail hebdomadaire ne peut dépasser 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives. Les agents ont droit à un repos hebdomadaire de 35 heures consécutives comprenant en principe le dimanche.

Règles concernant la durée quotidienne de travail

La durée quotidienne ne doit pas dépasser 10 heures. Le repos minimum quotidien ne peut être inférieur à 11 heures. L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures. Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'une pause de 20 minutes (comptée comme travail effectif). La pause méridienne ne peut être inférieure à 1 heure.

Des dérogations à ces règles peuvent être admises en raison de la nature du service (services à vocation sociale, services culturels ou pour la réalisation de manifestations inhabituelles).

Annualisation du temps de travail

La mise en œuvre de cycles peut conduire à définir des temps de travail et des temps de repos de manière irrégulière sur l'année (services périscolaires par exemple, culturels ou logistique). Les agents perçoivent tous les mois une rémunération calculée sur la base d'un temps hebdomadaire moyen de travail.

Une bonne gestion de ces temps nécessite donc que les plannings des agents soient précisément matérialisés sur l'année.

Temps complet / temps non complet / temps partiel

Temps complet : Un emploi à temps complet est un emploi dont la durée des services correspond à la durée légale annuelle du travail, soit 1 607 heures.

Temps partiel : Il s'agit d'une autorisation ou, dans certains cas, d'un droit accordé à l'agent d'exercer ses fonctions, pendant une durée déterminée, pour une durée inférieure à celle prévue pour l'emploi qu'il occupe normalement.

Le temps partiel de droit est accordé pour 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % d'un temps complet.

Le temps partiel accordé sous réserve de nécessités de service peut être de 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % d'un temps complet.

A la fin du temps partiel, l'agent est réadmis sur son poste à plein temps.

Temps non complet : Un emploi à temps non complet est un emploi dont la durée des services est inférieure à la durée légale. La durée des emplois à temps non complet est fixée par le conseil municipal.

La journée de solidarité

Une journée de solidarité a été instituée afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées.

L'application fera l'objet d'une réduction d'une journée de RTT le lundi de Pentecôte qui restera un jour non travaillé.

En l'absence de jours de RTT, elle fera l'objet d'une réduction de 7 heures des temps de récupération ou de soldes d'heures supplémentaires.

En l'absence de récupération, et dans la mesure où ce temps n'est pas inclus dans le cycle de travail, un temps de travail complémentaire de 7 heures sera arrêté en concertation avec le chef de service.

Les jours de RTT (réduction du temps de travail)

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35h, ou le cycle annuel 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (RTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail soit égale à la durée légale de 1607h. Sont donc exclus du bénéfice du régime des A.R.T.T, les agents à temps non complet. Les cycles de travail sont déterminés en accord avec les chefs de services, en fonction des impératifs de bon fonctionnement.

Tous les agents, excepté les apprentis, les stagiaires écoles, les assistantes maternelles, les professeurs et les assistants d'enseignement artistique, bénéficieront de 25 jours de congés annuels auxquels s'ajouteront 12 jours de RTT, pour lesquels ils ne pourront se voir opposer un refus. En contrepartie, ils devront accomplir une durée hebdomadaire moyenne de 37h.

Calcul du nombre de jours RTT pour un agent à 37 heures :

37 heures par semaine, soit 7 heures 40 centièmes par jour sur 5 jours (soit 7h24 minutes par jour).

A raison de 7h24 centièmes par jour les 1600 heures seront atteintes à compter de 216,22 jours de travail.

Donc 228 jours (cf. durée annuelle du travail) – 216,22 jours = 11,78 jours soit 12 jours de RTT duquel sera déduit la journée de solidarité.

Les agents à 35 heures hebdomadaires ne bénéficieront pas de jours RTT puisqu'ils travailleront 1600 heures + la journée de solidarité.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours RTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre peut être arrondi à la demi-journée supérieure).

Statut et modalités de prise des jours RTT

En application de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 : « *La période pendant laquelle le fonctionnaire ou l'agent non titulaire bénéficie d'un congé pour raison de santé ne peut générer de temps de repos lié au dépassement de la durée annuelle du travail* ».

La période pendant laquelle le fonctionnaire ou l'agent contractuel bénéficie d'un congé pour raison de santé ou d'autorisation spéciale d'absence, ne peut générer de temps de repos lié au dépassement de la durée annuelle de travail.

Dès lors qu'un agent en cours d'année atteint en une seule fois ou cumulativement, un nombre de jours ouvrés d'absence pour raison de santé égal au quotient de réduction de RTT, une journée d'absence est décomptée (5 jours donnent 2 heures de trop donc $5 \times 7.4 / 2 = 18.5$ jours).

Un agent travaillant 37 heures hebdomadaires aura une journée de RTT déduite de son capital de 12 jours de RTT, après 18,5 jours ouvrés d'absence pour raison de santé.

Les congés de maternité, d'adoption ou de paternité n'entraînent pas de réduction des RTT.

Les jours de RTT pris en surnombre durant l'année civile au regard des congés maladie pris sur la même année seront comptabilisés au terme de l'année et déduits du droit à RTT de l'année suivante.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 7-1 et 57 1°,

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU l'avis du Comité Technique du 18 juin 2021,

VU l'avis de la commission du personnel, administration générale et intercommunalité en date du 24 juin 2021,

CONSIDERANT la méthodologie de concertation déclinée ci-dessus,

CONSIDERANT les propositions retenues,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE d'appliquer la loi n°2019-828 du 6 août 2019 susvisée qui fixe la durée annuelle du travail effectif à 1607 heures selon le décompte exposé ci-dessus, sans préjudice de la proratisation de cette durée pour le travail à temps partiel.

ARTICLE 2 : DECIDE de fixer la durée de référence de travail effectif pour un temps plein à 37 heures par semaine, ouvrant droit à 12 jours au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (A.R.T.T.), durée qui sera proratisée pour les agents à temps partiel.

ARTICLE 3 : DECIDE de mettre en œuvre l'application des A.R.T.T. selon le calcul sus exposé.

ARTICLE 4 : DECIDE que les modalités qui précèdent s'appliquent, sauf mention contraire, à tout le personnel communal à l'exception des assistantes maternelles, des professeurs d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique et sans préjudice des adaptations à intervenir pour certaines fonctions.

ARTICLE 5 : DECIDE de fixer la durée de référence du travail effectif pour un contrat d'apprentissage ou un stagiaire école à temps plein à 35 heures par semaine, n'ouvrant pas de droit d'A.R.T.T.

ARTICLE 6 : DECIDE de mettre en application les autres dispositions sus exposées, y compris notamment :

- De fixer le nombre de congés annuels à 25 jours ;
- De maintenir dans l'attente de dispositions réglementaires le régime en vigueur des autorisations spéciales d'absences ;
- D'appliquer les jours de congés pour fractionnement des congés dans les limites légales et de supprimer toute autre jour de bonification ;
- De mettre fin aux jours de congés de retraite données en fonction de l'ancienneté des agents sur la ville ;
- De mettre fin aux jours de congés supplémentaires et aux heures dites de convenance.

ARTICLE 7 : PRECISE que le « lundi de pentecôte » sera le jour de référence pour l'application de la journée de solidarité et qu'il sera vaqué, déduction faite d'une journée d'A.R.T.T., à l'exception des métiers impliquant des cycles de travail spécifiques ou annualisés.

ARTICLE 8 : INDIQUE que les négociations se poursuivent quant à l'aménagement et à l'adaptation des plannings de travail des agents et qu'ils feront l'objet d'une délibération complémentaire ainsi que du règlement interne relatif au temps de travail qui en découle, avant le 31 décembre 2021.

ARTICLE 9 : DECIDE que les décisions qui précèdent prendront effet le 1^{er} janvier 2022.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 29 juin 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**